

Europe année zéro

Tandis que, dans le bureau ovale de la Maison Blanche, il crie à Zelensky : « *En ce moment même, vous forcez des conscrits à rejoindre la ligne de front parce que vous avez des problèmes d'effectifs* », JD Vance ne fait rien d'autre que de dévoiler au monde entier ce qui a été caché pendant trois ans par la propagande de guerre atlantique. Ceci est maintenant présenté au monde - de manière instrumentale et certainement pas pour des raisons éthiques - par le nouveau cours des États-Unis, face à une guerre qui est clairement perdue et qui est maintenant rejetée ouvertement sur la population européenne. Une Europe dont la classe dirigeante, réaffirmant la défense *jusqu'au dernier Ukrainien* avec la rhétorique de la « paix juste », annonce avec un patriotisme démocratique des plans ignobles de réarmement et de dissuasion nucléaire.

La guerre est le terrible horizon historique de notre époque.

En Suède et en Norvège, des brochures sont distribuées et des cimetières sont agrandis pour préparer la population à l'éventualité d'une guerre avec la Russie ; Von der Leyen déclare qu'elle veut « *la paix par la force* » ; Macron propose d'étendre la *force de frappe* française à l'Europe ; en Lombardie, on prévoit l'augmentation des stocks d'iode en cas d'attaque nucléaire ; l'OTAN encourage la mobilisation de la société civile des pays alliés de l'Indo-Pacifique pour préparer un conflit avec la Chine ; l'armée italienne se prépare à enrôler quarante mille soldats supplémentaires.

Dans un cadre d'interdépendance technologique et financière entre la Chine et les États-Unis, l'élection de Trump met en lumière l'affrontement qui oppose depuis des années les factions *globaliste* et *souverainiste* des classes dirigeantes occidentales. Pour résumer, la première vise à une confrontation directe et à *tout prix* avec la Russie, la seconde est favorable à un accord avec le Kremlin pour viser, d'ici quelques années, *directement* la Chine; mais toutes deux convergent vers un point précis : le réarmement européen (d'ailleurs décidé et annoncé bien avant le retour du roi Donald). Un jeu de miroirs et de provocations qui, s'il peut aboutir d'un jour à l'autre à l'anéantissement nucléaire de l'ensemble de l'humanité, fera de l'Europe, si ce n'est un amas de décombres radioactifs, une forteresse blindée et militarisée, dominée par une économie de guerre qui absorbera toutes les ressources et énergies sociales.

La guerre de notre siècle est hybride, totale, asymétrique, civile. Son champ de bataille est partout.

La guerre du XXI^e siècle est une guerre sans limites, qui prend des formes variées et généralisées. Elle se déroule dans les flux d'énergie, prend la forme d'attaques et de sabotages d'Etat, intègre pleinement l'argent, les médias et les réseaux sociaux. La centralité prise par la technologie et le développement scientifique se répercute dans tous les domaines de la guerre, à travers les drones, les applications impliquant la population dans les services de *intelligence* (par exemple pour signaler les positions des unités ennemies), ou encore avec la révolution de l'intelligence artificielle dans les doctrines militaires, qui a un poids et des conséquences comparables à l'invention du nucléaire. Si l'IA et les technologies numériques sont fondamentales pour faire la guerre, la recherche de la primauté sur ces dispositifs alimente la

compétition à l'échelle internationale pour le pillage des matières premières et le vampirisme énergétique. Les hypothèses de « dissuasion bactériologique » et la valeur ouvertement militaire des bio-laboratoires font coïncider guerre militaire et guerre au vivant.

Cela ne veut pas dire que les formes « traditionnelles » et sanglantes de la guerre disparaissent. Au contraire, elles réapparaissent sur les fronts d'une guerre mondiale qui peut être « fragmentaire » pour le moment, mais qui émerge de plus en plus clairement comme produit de la crise de l'hégémonie mondiale des États-Unis et de la confrontation avec ses adversaires, en particulier la Chine. Sur le front ukrainien, la conscription massive et la guerre de position nous rappellent ce qui s'est passé pendant la Première Guerre mondiale. Sur le front du Moyen-Orient, où l'appui des États-Unis au colonialisme de peuplement israélien - qui est né comme avant-poste des intérêts occidentaux - signifie qu'ils tentent de préserver leur domination sur la région, le génocide sioniste à Gaza et en Cisjordanie ramène à notre époque ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit cependant d'un retour du XXe siècle, mais plutôt de l'alimentation réciproque du progrès technique et de la mobilisation générale dans la guerre totale du XXIe siècle.

Le développement de la technique est aujourd'hui l'horizon central des forces qui se disputent la domination du monde.

Avec un renversement entre le concept de moyen et de fin, la technique axée sur la science moderne s'affirme selon sa propre logique. Le rôle du système satellitaire Starlink d'Elon Musk - qui s'est imposé dans la guerre en Ukraine - donne la mesure d'un protagonisme sans précédent des multinationales de la haute technologie, mais, comme dans d'autres phases de la révolution industrielle, le rôle de l'État ne disparaît pas. Au contraire, il assume même une centralité renouvelée. Ce n'est pas par hasard que le projet Stargate de la nouvelle administration américaine - 500 milliards pour le développement de l'IA - a été comparé au projet Manhattan, celui qui a conduit aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki.

La nature automatisée du génocide à Gaza semble être l'expérimentation sur les « sauvages des colonies » de ce qui est susceptible d'arriver aux civilisés eux-mêmes, de la même manière que le génocide des Hereros en Namibie par le colonialisme allemand (et l'ensemble des génocides commis par d'autres puissances coloniales) a précédé et préparé l'activité des camps d'extermination pendant le nazisme. Et alors qu'il devient de plus en plus clair qu'il existe dans l'organisation du monde-guerre un surplus d'humanité dont on peut se passer et qu'il faut gérer ou éliminer, l'idée que l'on peut se passer de l'humanité *en tant que telle* (comme le prônent ouvertement certains courants technocratiques qui sont proches des salles de contrôle) est en train de s'affirmer.

La guerre est avant tout un fait de politique intérieure - et le plus odieux de tous.

C'est ainsi que Simone Weil, âgée de 24 ans, mettait en garde dans ses *Réflexions sur la guerre* (1933) contre l'erreur de considérer la guerre comme un fait de politique étrangère. Si les événements dramatiques auxquels nous assistons chaque jour en live streaming risquent de nous paraître lointains, la guerre est plus proche que nous ne l'espérons inconsciemment.

À notre côté se trouvent ses nombreuses bases matérielles - des centres de décision aux usines d'armes et de munitions, en passant par les hubs logistiques qui font partie intégrante de la logistique militaire et un système universitaire qui sert de laboratoire à l'industrie de guerre -, de plus en plus nourries par des plans de réarmement massifs. Et dans le monde *des données* et de la numérisation, les frontières entre civil et militaire ne cessent d'être franchies dans les deux sens : une application qui sert aujourd'hui à nous profiler en tant que consommateurs, patients ou « citoyens numériques », peut servir, ailleurs comme ici, à bannir, enrôler ou éliminer une partie de l'humanité considérée comme ennemie ou inutile, tandis que les données que nous produisons chaque jour sont directement au service de la surveillance et des armées.

S'il est vrai que la guerre *commence ici*, il est tout aussi vrai qu'elle *y revient*. Elle y revient en tant que nécessité de « pacifier » l'arrière-garde, en le militarisant : l'expérimentation des « zones rouges » après la Saint-Sylvestre, la tentative de promulguer un code de loi martiale avec le Paquet Sécurité (également signé par le ministre de la Défense), l'extension du « modèle Caivano » à d'autres banlieues. Sur le plan intérieur, les conséquences en cascade du conflit entre les États qui payent les classes subalternes sont nombreuses - augmentation des factures, aggravation de la précarité, fin de ce qui reste de l'État dit « social » - justifiées par la nécessité du réarmement et de la défense nationale et européenne, avec le recours constant à l'urgence et à sa militarisation. C'est ce que nous avons largement vécu pendant la « période pandémique », où la guerre contre le virus a préparé la guerre actuelle avec l'expérimentation à grande échelle de la mobilisation générale.

La guerre totale est en même temps une guerre civile mondiale.

Les conditions de cette guerre civile sont largement manifestes à nos latitudes aussi, comme plus d'un l'a déjà dit au siècle dernier. La rupture des liens idéologiques, le conflit interne à l'État et même aux classes éclatées, est le symptôme que la barbarie n'est pas lointaine, mais qu'elle se déploie aussi à l'intérieur des murs érigés par la « civilisation » et le « progrès ». Il suffit de penser à ce qui se passe dans les banlieues en tant que reflet de la « guerre entre les pauvres » - Italiens contre étrangers, chômeurs contre travailleurs au noir, petits commerçants contre les non-autorisés, réguliers contre illégaux, habitants des HLM contre squatters, citoyens contre Roms, antagonistes contre « *maranza* »... Si nous nous rendons ensuite au Royaume-Uni, nous constatons le retour des *pogroms* (avec des migrants et des islamiques au lieu de juifs et de Roms). Si les insurrections et les révolutions modernes sont toujours des guerres civiles, les deux termes ne coïncident pas. Aujourd'hui, on est précisément en présence d'une guerre civile ubiquitaire et horizontale, *en l'absence d'une guerre sociale*.

Il arrive cependant que le conflit s'exprime *verticalement*, comme dans les émeutes de George Floyd et puis, avec une composition socialement inversée, dans la prise d'assaut à Capitol Hill (USA, 2020 et 2021 : d'abord des prolétaires de *toutes couleurs* contre les patrons et les institutions, et en particulier contre la police ; ensuite un mélange de classes, mais généralement plébéiennes et *blanches*, contre l'élection de Biden) ; dans les affrontements des peuples indigènes contre le *marco temporal* de l'agro-industrie (Brésil, 2023) ; dans les émeutes des banlieues françaises (de 2005 aux plus récentes « émeutes de Nahel ») et, à nos latitudes, dans les vives manifestations anti-policières après l'assassinat de Ramy Elgaml à Milan par des *carabinieri*.

Les phénomènes de désintégration sociale représentent en tout cas une menace pour l'ordre établi, à laquelle l'État répond de manière autoritaire, de façon totalement transversale aux taxonomies formelles de gouvernement (démocratie vs. autocratie), sans médiations autres que celles offertes par le progrès technique. Il suffit de penser à la numérisation et à la biométrisation des identités légales, par lesquelles l'identité civile devient indiscernable d'un dispositif de surveillance automatisé. Aujourd'hui, le « citoyen » qui se révolte ou n'obéit pas est de plus en plus mécaniquement mis « hors-la-loi ».

Reconnaître la tendance à la guerre n'est pas accepter son caractère inéluctable.

Si la religion de l'inéluctabilité est le moteur de notre époque, certains signes semblent l'ébranler. En Ukraine, après l'exploit nationaliste, le soutien à la guerre a fait place à des formes de insoumission, de désertion et de non-collaboration massive qui pèsent lourdement sur le sort de ce conflit et laissent entrevoir un possible effondrement du front occidental. Entre-temps, le génocide de Gaza a alimenté un vaste mouvement mondial qui, grâce à quelques minorités obstinées, a redécouvert des formes d'action directe et a amené l'*intifada* dans les campus américains, se chargeant de dire le non-dit, c'est-à-dire les fondements bellicistes et génocidaires du capitalisme occidental. L'extension de la guerre à toutes les sphères de la société multiplie les occasions de mutinerie et de sabotage, offrant à la variable humaine des possibilités inédites de gripper la machine à tuer.

En revanche, la propagande de guerre a paradoxalement eu prise sur une minorité de la minorité antagoniste, qui est allée jusqu'à exprimer son soutien à une résistance ukrainienne autoproclamée et inexistante, tout en hésitant à soutenir la résistance palestinienne. En montrant une incapacité totale à faire la distinction entre une vague nationaliste fomentée et armée par l'OTAN (et avec de véritables nazis au premier rang, y compris le parlement, les escadrons de la mort, l'armée, la police, la garde nationale) et une résistance anticoloniale contre un des *colonialisme de peuplement* encore en cours. Si les socialistes parlementaires d'antan ont voté pour les crédits de guerre, leurs héritiers « progressistes » ridicules et corrompus, après un siècle de collaborationnisme de classe, soutiennent le plan de réarmement « ReArm Europe » et appellent à des manif bellicistes « pour la liberté », visant uniquement à soutenir la poursuite du massacre en cours en Ukraine.

Cent dix ans après l'entrée en guerre de l'Italie lors du premier massacre mondial et quatre-vingts ans après la fin de la seconde sur le sol européen, c'est l'histoire de l'antimilitarisme révolutionnaire et, plus encore, celle de ceux qui l'ont abandonné, embrassant la cause de la « guerre juste » du moment, qui éclairent tragiquement la voie à suivre. La seule façon d'échapper aux guerres fratricides est d'assumer la logique du *défaitisme* et ses implications, c'est-à-dire de travailler à la chute du camp capitaliste qui veut t'enrôler, et la seule façon pour ne pas être enrôlé par le camp capitaliste adverse est la logique de l'*internationalisme* : la logique par laquelle chaque exploité voit son ennemi dans propre patron, tout en solidarissant avec ses frères et sœurs de l'autre côté du front.



C'est avec cette vision du monde qu'est né le projet **disfare** (Défaire), un bulletin périodique consacré d'une part à l'examen de questions cruciales pour interpréter l'horizon sombre dans lequel nous agissons, et d'autre part à la diffusion de textes contre la guerre totale, pour la plupart inédits en italien, provenant des différents fronts et arrière-fronts du monde, mais aussi du passé.

Le bulletin sera publié en quatre numéros annuels, un rythme très lent comparé à la vitesse vertigineuse de l'actualité, mais qui nous semble - en plus d'être compatible avec nos énergies - adapté à la cristallisation d'une pensée qui tente de s'aventurer au-delà de la surface. Nous nous appuyons sur un instrument papier, sans exclure qu'il puisse être rejoint par d'autres moyens, convaincus que dans la dimension numérique tout passe et rien ou presque ne s'installe, bruit de fond qui n'est pas plus important qu'un autre bruit.

Face à l'accélération des événements de portée historique que nous vivons actuellement, il nous semble utile de nous doter d'une publication qui puisse offrir un espace de discussion et dans laquelle des expériences de lutte et d'analyse, même éloignées géographiquement et peut-être en contradiction les unes avec les autres, puissent dialoguer, avec le désir que cela puisse stimuler la pensée et l'action. C'est pourquoi nous invitons ceux qui nous lisent à contribuer par des textes, des graphiques, des suggestions, des critiques, de la diffusion. Dans l'espoir que l'accélération de ces temps sombres ne nous prenne pas au dépourvu.